

**RAPPORT N° 2022/4-27
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 septembre 2022**

OBJET : AQUANOR – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LE MARCHE D'EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE ET DE LOISIRS INTERCOMMUNAL (LOT 1)

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

La procédure de délégation de service public afférente au centre aquatique et de loisirs intercommunaux ayant été déclarée sans suite en séance du 30 juin 2022, le Conseil de la Communauté a approuvé le principe de poursuivre, à titre transitoire, l'exploitation d'Aquanor dans le cadre d'un marché public de services, afin d'assurer la continuité du service aux usagers, le temps nécessaire à la mise en œuvre de nouvelles orientations pour cet équipement.

Ce marché a pour objet l'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor, situé à Champ-Fleuri sur la commune de Saint-Denis, pour une durée de six mois, reconductible une fois, et doit prendre effet à l'issue de l'actuel marché qui s'achève au 30 septembre 2022.

Il est décomposé en deux lots :

- Lot 1 : Exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor ;
- Lot 2 : Entretien des espaces verts des parkings et parvis extérieurs d'Aquanor.

Pour le lot 1, une procédure de mise en concurrence a été initiée en appel d'offres ouvert (articles R.2161-2 à 2161-5 du Code de la commande publique), pour un montant estimé à 2 350 000 € HT.

Le lot 2 a été mis en concurrence selon la procédure dite des « petits lots » de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique, pour un montant estimé à 35 000 € HT (consultation sur devis).

Le présent rapport concerne le lot 1 faisant l'objet d'un appel d'offres ouvert.

Le titulaire du lot 1 devra notamment exécuter les prestations suivantes, au nom et pour le compte de la CINOR :

- L'exploitation complète du centre aquatique et de loisirs intercommunal, dans toutes ses composantes (espaces aquatiques, espaces de remise en forme, snack), à l'exception de l'espace du restaurant ;
- La gestion administrative et financière du centre aquatique et de loisirs intercommunal (y compris l'élaboration des règlements et conventions) ;
- La mise en place de la billetterie (tickets d'entrée, cartes d'abonnements...) sur la base de la grille tarifaire définie par la CINOR ;
- La perception des recettes auprès des usagers, au nom et pour le compte de la CINOR, conformément aux modalités fixées dans le présent marché (impliquant notamment la gestion d'une régie de recettes) ;
- L'accueil du public, la promotion du centre aquatique et de loisirs intercommunal, l'information aux usagers, la commercialisation des activités dans l'ensemble de ses espaces (espaces aquatiques, espaces de remise en forme, snack) ;
- La sécurité des installations et des usagers ;
- Le respect des normes d'hygiène et de sécurité et l'ensemble des contrôles techniques réglementaires nécessaires ;
- Le parfait état de propreté des ouvrages, installations et biens à exploiter ;
- L'entretien et la maintenance des ouvrages, installations et biens à exploiter ;
- La fourniture de rapports d'activité.

Le titulaire s'engage à assurer le bon fonctionnement, la continuité, la qualité ainsi que la bonne organisation du service aux usagers.

A cet effet, le titulaire affectera à l'exécution du marché les moyens humains et matériels nécessaires.

La CINOR conservera le contrôle du service. En conséquence, le titulaire ne pourra pas s'opposer à la demande de la CINOR tendant à obtenir de celui-ci tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

L'avis de marché a été transmis pour publication le 8 juillet 2022, fixant la date limite de remise des offres au 17 août 2022 à 12 heures locales. En raison de compléments d'information et de modifications mineures apportées au dossier de consultation des entreprises, la date limite de remise des offres a été reportée au 24 août 2022 à 12 heures locales.

Annexes :
974-249740119-20220915-RC-2022-4-27-DE
Date de réception : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

Deux plis ont été reçus avant la date limite de remise des offres.

Lors de l'ouverture des plis effectuée par les services le 24 août 2022, les offres suivantes ont été enregistrées :

- Entreprise COMSPORTS OI (groupe COMSPORTS) pour un montant de 2 271 816 € HT ;
- Entreprise SEM NORDEV pour un montant de 2 519 600 € HT.

La Commission d'Appel d'Offres, en séance du 14 septembre 2022, après avoir vérifié que les candidats ont remis l'ensemble des pièces de candidature exigées au règlement de la consultation et examiné ces pièces, a jugé que les entreprises COMSPORTS OI et SEM NORDEV disposent des capacités économiques et financières, techniques et professionnelles suffisantes pour réaliser les prestations du marché auquel elles soumissionnent, et a agréé leur candidature.

Au vu du rapport de l'analyse des offres effectuée par les services et après examen des offres en date du 14 septembre 2022, la Commission d'Appel d'Offres a :

- classé les offres comme suit au regard des critères de jugement fixés au règlement de la consultation (valeur technique : 50% ; prix : 40 % ; performance environnementale : 10%) :

ENTREPRISE	MONTANT DE L'OFFRE EN € HT	CLASSEMENT
COMSPORTS OI	2 271 816 €	1 ^{er}
SEM NORDEV	2 519 600 €	2 nd

- décidé d'attribuer le marché d'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor (lot 1) à l'entreprise COMSPORTS OI pour un montant de 2 271 816 € HT, offre économiquement la plus avantageuse, classée première.

Les dépenses relatives à ce marché seront imputées comme suit :

Budget principal (section de fonctionnement - compte 611) : 2 271 816 € HT soit 2 464 921 € TTC

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives du marché de services pour l'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor (lot 1), incluant les grilles tarifaires applicables aux usagers ;
- Autoriser le Président à signer le marché conformément à la décision d'attribution prise par la Commission d'Appel d'Offres en date du 14 septembre 2022 avec l'entreprise COMSPORTS OI pour un montant de 2 271 816 € HT, offre économiquement la plus avantageuse, classée première ;
- Autoriser le Président, dans le cas où l'attributaire ne remettrait pas les pièces définies aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la commande publique dans le délai imparti, à signer le marché avec le candidat classé deuxième et pour le montant figurant au présent rapport, sous réserve de la production des pièces définies aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la commande publique dans le délai imparti.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-27-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**DECISION N° 2022/4-27
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 septembre 2022**

OBJET : AQUANOR – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LE MARCHÉ D'EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE ET DE LOISIRS INTERCOMMUNAL (LOT 1)

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n°258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accords-cadres de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions publiques d'aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L.5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/4-27 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-27-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives du marché de services pour l'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor (lot 1), incluant les grilles tarifaires applicables aux usagers.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer le marché conformément à la décision d'attribution prise par la Commission d'Appel d'Offres en date du 14 septembre 2022 avec l'entreprise COMSPORTS OI pour un montant de 2 271 816 € HT, offre économiquement la plus avantageuse, classée première.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président, dans le cas où l'attributaire ne remettrait pas les pièces définies aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la commande publique dans le délai imparti, à signer le marché avec le candidat classé deuxième et pour le montant figurant au rapport, sous réserve de la production des pièces définies aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la commande publique dans le délai imparti.

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

21 SEPT 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220915-BC2022-4-27-DE Date de télétransmission : 22/09/2022 Date de réception préfecture : 22/09/2022
